



Pau, le 16 janvier 2023

Mobilisation dans l'Éducation mardi 17 janvier

Grève interprofessionnelle jeudi 19 janvier

Rappel des heures et lieux des rendez-vous dans le département :

MARDI 17 JANVIER, 11H30 :

- à PAU, devant le DSDEN 64, place d'Espagne
- à BAYONNE, devant l'Hôtel de ville

JEUDI 19 JANVIER, 10H30 :

- à BAYONNE, place Sainte-Ursule
- à PAU, place Verdun

Rendez-vous derrière les sonos FSU !

Retraites : travailler plus et plus longtemps

Un choix politique, pas économique !

Le gouvernement présente cette réforme, basée sur l'allongement de la durée des cotisations donc du temps d'emploi, comme indispensable en raison d'un déficit financier. Mais l'équilibre du système des retraites n'est pas en péril ! Le projet, c'est de réduire les dépenses à l'aune et même au-delà de la baisse programmée des prélèvements obligatoires et de l'imposition, au détriment de nos droits. Il s'agit d'une remise en cause évidente du principe de redistribution, ainsi que d'une vision de la société basée sur la capacité à rester sur le marché du travail - quand déjà une personne sur trois se trouve sans emploi à l'âge actuel de départ.

<https://www.snes.edu/publications/lus-n829-du-14-janvier-2022/>

Toutes et tous mobilisés.e.s le 19 janvier pour la première journée d'action.

Rentrée 2023 : DGH, des suppressions nettes de postes à craindre

A ce jour, l'administration n'a pas encore fixé de date pour le Comité Social Administratif départemental (ex-CTSD) sur les créations/suppressions de postes et les DGH. Les chefs d'établissement doivent faire leurs premiers retours sur les DGH pour le vendredi 20 janvier. Nous vous invitons à **prendre contact avec nous dès les premières ébauches de TRMD** ; les militant.e.s de la section départementale pourront se déplacer dans les collèges et lycées.

Le SNES-FSU propose déjà une motion sur la suppression de la technologie en 6ème, à présenter lors de nos prochains CA.

<https://www.snes.edu/article/motion-contre-la-suppression-de-la-technologie-en-sixieme/>

« Parole directe » : pour F. Bayrou et le Conseil National de la Refondation, distinguer « la vraie vie » de « l'expertise »

Avec l'accord du Ministre de l'Éducation Nationale et de la Rectrice de l'Académie de Bordeaux, François Bayrou écrit aux enseignant.e.s du 2d degré du Béarn pour les inviter, en tant que secrétaire national du CNR, à un « moment d'échange informel » (!) vendredi 20 janvier de 16h à 19h, salle du Foirail à Pau. Une autorisation d'absence peut être obtenue pour s'y rendre, alors qu'elles peuvent être refusées dans d'autres cas...

A l'heure où les décisions unilatérales du gouvernement tombent jour après jour dans le jeu de quilles des préparations de rentrée, le maire de Pau et secrétaire national du CNR souhaite recueillir "la parole directe" des professeurs, loin des médias et hors hiérarchie (avec l'aval de la hiérarchie, quand même...), en laissant ouverte la possibilité qu'il n'en sorte rien mais (sic) "nous ne risquons rien à essayer".

Au plan national, la DGEESCO a présenté le 10 janvier les axes de travail : excellence/approfondissement pédagogique, égalité, bien-être des élèves. En plus de pointer, entre autres, la **présentation trompeuse** de la démarche (problèmes liés à la démarche de projets, présentée faussement aux équipes comme permettant d'obtenir des moyens), la FSU a dénoncé le **flou dans l'organisation territoriale des « conseils »**.

Collège : bricolage et mépris

Loin de prendre enfin en compte les difficultés du collège à accueillir et faire progresser les élèves dans leur diversité en engageant les moyens nécessaires (effectifs réduits, dédoublements, dispositifs d'accompagnement, postes supplémentaires, valorisation des missions des AED et des AESH), le gouvernement s'entête dans sa **politique de cache-misère**, à grands coups de communication dans les médias pour chaque rustine annoncée :

- le dispositif **Devoirs Faits** rendu obligatoire à raison d'une heure par semaine ? Outre que le volant d'heures représente de fait un des derniers appels d'air pour traiter à moyens constants la grande difficulté scolaire ou l'accueil des allophones, cette enveloppe a déjà été rabotée dans plusieurs collèges. L'aide aux élèves via Devoirs Faits ne fait pas toujours l'objet d'une coordination, avec réflexion de fond sur les conditions de la réussite ; et une heure par semaine, est-ce significatif ? Mais les heures, rémunérées différemment selon les catégories de personnels qui les assurent, peuvent être retirées d'une année sur l'autre et sont bien moins coûteuses que des heures postes !

- Autre pansement médiatique sur la jambe de bois du géant : la mise en place d'une **heure hebdomadaire de soutien** en mathématiques et français en 6ème. Faut-il égrener l'historique de l'amenuisement des DGH ces dernières années, faut-il rappeler que la part de variable des dotations en collège fait l'objet de discussions de plus en plus âpres à l'heure de la répartition des moyens ? Ce « soutien » (l'intitulé l'avoue béquille !) ne peut plus être effectué au sein des horaires disciplinaires parce qu'en 6ème les horaires de français et de mathématiques sont désormais si restreints que le strict contenu des programmes en déborde.

Ces heures de soutien seraient prétendument assurées par des professeur.e.s des écoles. S'il est douteux que les collègues du premier degré acceptent de venir travailler encore **plus** dans les collèges après leur service en classe et la conduite de cars (camouflet de Noël, ce décret du 27/12/2022 autorisant les agents publics à faire du transport scolaire en cumul d'activité), il est certain que lesdites heures, échoyant finalement aux enseignant.e.s de collèges, seront finalement rémunérées en HSE et non prises en compte dès maintenant dans les besoins de l'établissement...

- Mais comment ajouter une heure à l'emploi du temps des élèves, plafonné à 26h hebdomadaires ? En supprimant une pièce du puzzle. Et cette pièce sera... (lisez la presse, vite, car l'annonce ne passera ni par la hiérarchie ni par les syndicats) la technologie ! Les disciplines sont donc escamotables ; et qu'importe que celle-ci ait fait jusqu'ici l'objet de projets et expérimentations pilotés par le Ministère lui-même (et reçus sans unanimité par la profession) comme l'enseignement intégré des sciences en 6ème ; que dans certains collèges, on ait poussé les enseignants de physique-chimie et de SVT à prendre en charge l'enseignement de technologie pour compléter leur service, à grand renfort d'arguments pédagogiques ; la réalité, c'est que le recrutement d'enseignant.e.s en technologie est devenu très problématique dans de nombreuses académies... supprimer l'enseignement, c'est supprimer la question du recrutement (au sujet duquel quelques réponses se trouvent dans l'appel à mobilisation du mardi 17 sur les salaires et les conditions de travail!).

Dans l'attente de la prochaine montée d'adrénaline avec les annonces pour la classe de 5ème, voici l'**analyse du SNES national** : <https://www.snes.edu/article/la-nouvelle-sixieme-des-vessies-pour-des-lanternes/>